



# Economie & Développement

BIMENSUEL D'INFORMATIONS ECONOMIQUES ET DE DEVELOPPEMENT

Zoom sur le Togo emergent

N° 126 du 12 juillet 2019 / PRIX 250 F CFA AFRIQUE / 1EURO EUROPE



PROFITEZ DE TOUTE LA CAN TOTAL EGYPTE 2019 EN HD

JUSQU'AU 31 JUILLET POUR TOUT REABONNEMENT 15 JOURS OFFERTS LA FORMULE TOUT CANAL+

22 22 65 65 CANAL+ TOGO

CANAL+ DIFFUSEUR OFFICIEL



## INVESTISSEMENT

### Le Groupe Heidelberg Cement-Togo va dédoubler l'usine du Cimtogo Lomé sur un investissement de 25 millions d'euros

L'Afrique doit innover pour créer suffisamment d'emplois décents pour sa population jeune et croissante. Avec la croissance démographique de l'Afrique, estimée à 1,7 milliard d'habitants d'ici 2030, un taux de croissance de plus de 8% par an est nécessaire pour créer au moins 120 millions d'emplois pour les jeunes entrant sur le marché du travail d'ici à 2030. La question de l'emploi et de la transformation économique préoccupe, presque tous les dirigeants africains et une action sur tous les fronts est impérative pour relever le défi de l'emploi sur le continent de manière structurelle...

P.5

## FONCTION PUBLIQUE

P.5

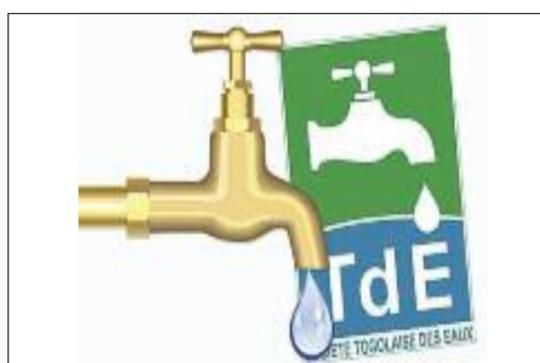
### Les services publics au Togo continuent de souffrir des abandons de postes sous la coupole des «congrés ou des mises en indisponibilités»

## INSECURITE



Les banques doivent-elles assurer la sécurité des clients qui font des retraits importants ?

## FACTURATION DE L'EAU



La TDE s'engage dans la tranche sociale

## 1ÈRE ÉDITION DU MIATO



Vers la promotion du génie créateur des artisans togolais

## RENCONTRE DIASPORAS-NANA AKUFO-ADDO-EMMANUEL MACRON

Nana Akufo-Addo « Il faut changer l'histoire du père Noël qui va venir pour développer le continent »

P.7



## ECO FLASH

## Le Projet d'appui au Mifa officiellement lancé

Depuis la signature de la convention du Projet d'appui au Mécanisme incitatif de financement agricole (MIFA) fondé sur le partage de risques, les acteurs des chaînes de valeur agro-sylvopastorales ont les yeux rivés sur le chronomètre, décomptant le temps. Producteurs, transformateurs, agrégateurs, banquiers, assureurs et autres veulent toucher du doigt la réalité. Depuis le 5 juillet 2019, le Projet d'appui au Mécanisme incitatif de financement agricole (ProMifa) est lancé en présence du Directeur Afrique de l'Ouest et du Centre pour le Fida (Fonds international de développement agricole), Martin Lisandro. 20,24 milliards FCFA sont ainsi mis à la disposition de tous ces acteurs pour une durée de six ans. Ce projet vise la création de 40.000 emplois directs en milieu rural dont 10.000 auto-emplois, 160.000 membres de coopératives agricoles à accompagner et 100.000 acteurs des chaînes de valeur



agricoles à financer. Avec comme maître d'orchestre, le MIFA SA. Sa mise en œuvre se décline en trois axes, un appui technique au développement agro-pastoral et à l'accès au marché, un soutien au développement financier et une aide à la coordination et à la gestion de projet. 300 000 bénéficiaires directs issus de groupements d'exploitations ruraux, d'associations professionnelles, de micro-entreprises agricoles sont ciblés par le ProMifa et « un accent particulier sera mis sur les femmes et les enfants », comme l'a annoncé Martin Lisandro.

Théophile

*Suivez l'actualité togolaise et mondiale en continue sur [www.horizon-news.net](http://www.horizon-news.net)*

## MÉCANISMES DE FINANCEMENT

## L'Inclusion Financière et le Secteur Informel se rapprochent des populations de la Kozah

Renforcer la communication avec les bénéficiaires réels et potentiels de ses différentes institutions rattachées a toujours été au cœur de la stratégie d'intervention du Secrétariat d'Etat auprès de la Présidence de la République chargé de l'Inclusion Financière et du Secteur Informel. Cette année encore, toutes les structures sous tutelle du Secrétariat d'Etat (Direction de la Promotion de la Finance Inclusive (DPFI), Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI), Délégation à l'Organisation du Secteur Informel (DOSI), Projet National de Promotion de l'Entreprena-



riat Rural (PNER) sont présentes dans la région de la Kara pour sensibiliser davantage les populations sur les dif-

férentes opportunités qui leur sont offertes pour leur épanouissement. Du samedi 13 au dimanche 21 juillet 2019, c'est

en tout 15 cantons de la préfecture de la Kozah qui seront mieux informés sur les différentes stratégies d'interventions de la DPFI, du FNFI, de la DOSI et du PNER. L'objectif de cette communication de proximité devenu une tradition au Secrétariat d'Etat est de maintenir un contact permanent avec les différents bénéficiaires des projets. Que ce soit à Pya, Tchitchao, Lama, Bohou, Soumdina ou encore Lassa..., les populations de ces différents cantons auront une dizaine de jours pour s'informer davantage sur les différents produits du FNFI, les mécanismes de financement du PNER ainsi que les différentes opportunités que leur offre la DOSI.

## ZLECAF

## Le destin scellé du panafricanisme économique et commercial

Le 7 juillet 2019 sera inscrit dans les pages historiques de l'Afrique. A Niamey, au Niger, les pays de l'Union africaine (UA) ont lancé officiellement, la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlec) en présence de Trente-deux chefs d'Etat. Quatre nouveaux pays ont signé également leur adhésion à la Zlec dont le Nigéria, le Bénin, le Gabon et la Guinée équatoriale qui ont eux aussi paraphé le texte. L'accord a donc été ratifié, par 27 pays, alors que 54 des 55 pays du

Niger, un des plus ardents promoteurs de la zone, en ouverture du sommet. Avant d'ajouter « Je sais qu'il est illusoire de penser que le développement soit possible à l'échelle d'un seul pays. L'Afrique est le continent qui a, aujourd'hui, le plus besoin d'intégration. N'Krumah avait raison de dire, il y a plus de 50 ans, que l'Afrique doit s'unir ou périr ». Entrée en vigueur le 30 mai 2019 avec un minimum de 22 ratifications, la ZLECAF devient ainsi le plus grand espace d'échange

à moins de 30 ans et plus de la moitié est constituée des femmes. « L'Afrique est le deuxième continent le plus grand et le deuxième plus peuplé du monde... Sachons en tirer les bénéfices, les dividendes en faveur de nos populations majoritairement constituée de jeunesse. Il est évident que l'opérationnalisation de la ZLECAF est de nature à favoriser l'entrepreneuriat, l'emploi de la jeunesse et l'émancipation des femmes », déclaré Moussa Faki Mahamat, prési-

tielle panafricaine ; le projet d'espace aérien unique en Afrique ; le projet de passeport africain et de libre circulation des personnes ; et le projet des institutions financières continentales. Le siège du secrétariat permanent de la ZLECAF sera basé à Accra au Ghana. Le sommet marquera l'inauguration d'un nouveau format de rencontre de l'Union Africaine. « Désormais, il y a le sommet de janvier-février, qui concerne tous les Etats, et le mois de juillet, sera organisé un autre sommet



continent l'ont, eux, signé. « L'entrée en vigueur de la zone de libre-échange africaine est l'évènement le plus important dans la vie de notre continent depuis la création de l'OUA et sa transformation en union africaine », a déclaré Mahamadou Issoufou, président du

commercial au monde. D'une population estimée à 1,27 milliard de personnes, l'Afrique devrait atteindre 1,7 milliard d'ici à 2030 et 2,5 milliards d'ici à 2050, soit 26 % de la population mondiale en âge de travailler, et près de 70% de cette population

dent de la Commission de l'UA. Rappelons que le premier plan décennal 2013-2023 de l'Union Africaine prévoit 11 autres projets phares de l'agenda 2063 dont le projet de réseau intégré de trains à grande vitesse ; le projet de l'université vir-

avec les commissions économiques régionales. Tous les Etats n'y participeront pas. Ça va être la CEDEAO, la CEMAC pour l'Afrique centrale, l'Union du Maghreb Arabe côté nord-africain.

Ghislain

## Un bureau de la SFI va ouvrir à Lomé

Sérgio Pimenta, vice-président Afrique et Moyen-Orient de la SFI, a annoncé l'ouverture prochaine d'un bureau de la Société financière internationale à Lomé au sorti d'une audience accordée par le chef de l'Etat togolais le 9 juillet 2019. Avec ce projet, l'ambition du bras financier du secteur privé du Groupe de la Banque mondiale d'accroître ses investissements au Togo pourrait, de toute vraisemblance, se concrétiser plus rapidement. En s'implantant à Lomé, la

SFI aura, à cet effet, un contact plus étroit avec les opérateurs économiques togolais. En facilitant des contacts avec le secteur privé togolais, le bureau de Lomé devrait baliser la voie à des perspectives de partenariat pouvant déboucher sur des accords de financements.

Ces accords de financement en perspective devraient être un coup de pouce pour le pays qui ambitionne de transformer structurellement son économie d'ici à 2022. « Nous avons dis-



cuté de comment la SFI peut soutenir le développement des entreprises du secteur privé togolais afin de créer

des emplois et des activités économiques. Nous sommes déjà actifs au Togo où nous avons un portefeuille d'à peu

près 325 millions de dollars », a déclaré Sérgio Pimenta.

Augustin

## INVESTISSEMENT

**Le Fonds Kara luxembourgeois va prospector le Togo**

Une délégation du fonds Kara, un fonds d'investissement luxembourgeois, est attendue à Lomé à partir du 15 juillet prochain. Le Fonds Kara est doté d'un capital de 10 millions d'euros. Au menu, des échanges avec les autorités sur les opportunités d'investissement dans le secteur agricole, celui des infrastructures et des énergies re-

nouvelables. Le Togo serait l'un des premiers pays d'Afrique subsaharienne où l'institution luxembourgeoise prospecte. Cette visite fait suite au 1er forum économique Togo-UE, qui a connu la participation de la firme basée à Luxembourg, 2e place financière mondiale en 2019, selon plusieurs classements. Ce fonds pourra contribuer à la redynamisation du

secteur privé africain. Ce qui constitue un gage de croissance des recettes publiques grâce à l'élargissement de l'assiette fiscale. Les Etats ne peuvent pas créer le dynamisme économique qui provient du secteur privé. D'où l'intérêt de l'appuyer à en croire, Armand Guy Zoungue-Sokambi, président du fonds Kara.

Hervé

**Les assurés de Sunu Assurances Vie payeront désormais leurs primes d'assurances via Tmoney**

Depuis le 09 juillet, les assurés de Sunu Assurances Vie peuvent désormais payer leurs primes d'assurances via le mobile money de Togocel, l'opérateur public de téléphonie mobile. C'est à la suite d'un partenariat stratégique entre Togocel et le fournisseur de services d'assurances vie. Togocel s'engage à étendre le réseau des sociétés qui recourent à son service Tmoney pour faciliter la vie à leurs clients. A cette cérémonie de signature de convention de partenariat, deux nouveaux produits ont été lancés, à savoir « Epargne Gagnant » et « Prévoyance T ». Selon les informations, l'Epargne Gagnant est un contrat d'assurance de capitalisa-



tion qui permet au client de Togocel de se constituer une épargne à son rythme et de percevoir cette épargne soit au terme du contrat, soit par anticipation en cas de tirage au sort. S'agissant de la Prévoyance T, elle est un contrat aux termes duquel l'assu-

reur Sunu Assurances Vie s'engage à verser une assistance financière aux bénéficiaires désignés par l'assuré client de Togocel en cas de décès de celui-ci durant la période d'assurance.

Simon

## MONNAIE UNIQUE DE LA CEDEAO

**Alassane Ouattara « Une partie des pays seront prêts à adopter « Eco » en 2020**

Les pays d'Afrique de l'Ouest qui respectent les critères de convergence devront se prononcer ensemble pour savoir s'ils adoptent dès 2020 l'eco comme monnaie commune, a déclaré le 09 juillet le président ivoirien Alassane Ouattara, à l'issue d'un entretien avec Emmanuel Macron. « Les chefs d'État de la Cédéao (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) ont décidé qu'ensemble, à 15, nous allons mettre en place une nouvelle monnaie qui s'appelle l'eco. A terme, la monnaie unique s'appellera l'eco. On espère que ça pourra se faire le plus tôt possible, c'est le vœu des populations », a indiqué M. Ouattara, évoquant la décision annoncée le 29 juin lors d'un sommet de la Cé-

déao à Abuja d'adopter cette monnaie commune. « Mais tous ne pourront adopter cette nouvelle monnaie en 2020. Cela dépend de la volonté de chaque Etat. La Côte d'Ivoire respecte les critères de convergence pour 2020, d'autres les respectent, mais de nombreux pays ne les respectent pas. Il faudrait que les critères de convergence soient atteints par tous les pays avant d'y aller », a-t-il averti. Interrogé sur l'avenir du très critiqué franc CFA, le président ivoirien refuse d'y voir une monnaie condamnée. « Les monnaies vivent au rythme des États », a-t-il commenté. Fervent défenseur de cette monnaie adossée à la Banque de France, Alassane Ouattara avait fortement été critiqué il y a quelques mois après

avoir déclaré en France que le franc CFA est une monnaie solide. Malgré les évolutions sur une potentielle future monnaie communautaire, le président ivoirien reste convaincu de ses vertus stabilisatrices pour les économies de l'UEMOA. En revanche « nous avons arrêté que les pays qui sont prêts, comme ceux de la zone UMOA (Union monétaire ouest-africaine), et qui ont fait des efforts importants de bonne gestion, de bonne gouvernance, de maîtrise des déficits, de maîtrise de la dette, seront prêts sans doute en 2020. Il appartiendra aux chefs d'État de cette zone de prendre une décision, ce n'est pas à moi de le dire », a-t-il conclu.

Augustin

## INSÉCURITÉ ÉCONOMIQUE

**Les banques doivent-elles assurer la sécurité des clients qui font des retraits importants ?**

En 06 mois, au moins 45 cas de braquages ont été enregistrés au Togo, avec 4 morts et 142 millions de F.CFA emportés facilement. C'est ce qui ressort du bilan dressé le 09 juillet par le général Yark Damehame, en charge de la sécurité. Ces braquages ont fait 18 blessés dont un présumé malfrat avec le même mode opératoire ; suivre leur victime souvent à moto, à la sortie des banques. Face à ce fléau du semestre, on note de manière bizarre, « l'incapacité des forces de sécurité à enrayer jusque-là le cycle infernal ; celle de la justice à identifier et à punir les auteurs de ces crimes. De fait, la peur s'installe au sein de la population, notamment parmi les commerçants, premières victimes. Les rumeurs, les spéculations, voire les accusations aussi. Elles ne sont pas toutes infondées ni illégitimes dans un pays où l'efficacité des services de renseignement et le professionnalisme des structures de défense et



de sécurité sont avérés et salués par tous. Aussi, le seul moyen de mettre fin aux fantasmes et de couper court aux allégations des plus construites aux plus abracadabrantesques est d'interpeller ces criminels et de les soumettre à la rigueur de la loi. Plus encore, il s'agit de rassurer nos compatriotes et les étrangers qui vivent sur notre territoire, surtout les opérateurs économiques, qui commencent à s'inquiéter à juste titre de la dégradation du climat sécuritaire. Ce qui est une très mauvaise nouvelle à l'heure où les autorités multiplient les initiatives pour séduire les investisseurs, locaux ou extérieurs, dans le cadre du Plan National de Développement (PND) », lit-on sur le site focusinfo. « J'invite les responsables des Institutions financières notamment les banques à collaborer avec les forces de l'ordre. Les banques doivent appeler les services du ministère de la sécurité pour accompagner les clients qui font des retraits importants », a exhorté le général Yark. Le même bilan fait état de 31 cas de vols à mains armées, ayant occasionné 6 blessés. Des cas d'assassinat sont aussi notés : 68 cas dont 4 tentatives. Au cours du premier semestre de l'année, six conflits communautaires ont été enregistrés. Par ailleurs, durant la même période, 382.361 litres de carburant ont été saisis chez les contrebandiers et trois personnes arrêtées et 3 636 kg de stimulants également saisis avec une forte quantité de cannabis.

Théophile

## TUNISIE

**9 millions de touristes attendus en 2019**

La Tunisie a enregistré une hausse de 42,5 % de ses revenus touristiques lors du premier semestre de l'année 2019. D'après les statistiques, les revenus touristiques de la Tunisie se sont établis à 684,2 millions \$ au cours des six premiers mois de l'année 2019, contre 480,5 millions \$ au cours de la même période en 2018. Cette hausse est liée à une augmentation du nombre de touristes ayant visité le pays. Ceux-ci ont atteint près de 3,8 millions d'individus, en hausse de 16,7 % par rapport à la même période pendant l'année 2018. En mai dernier, le ministre tunisien du Tourisme avait annoncé que le pays s'attendait à recevoir 9 millions de visiteurs d'ici la fin de l'année. Cette prévision a été annoncée dans un contexte d'embellie des activités touristiques du pays qui avaient été considérablement affaiblies par les attaques terroristes de 2015. En 2018, un nombre record de 8 millions de touristes reçus avait été annoncé par les autorités. Notons que le secteur contribue à lui seul, à près de 8% du produit intérieur brut (PIB) de la Tunisie.

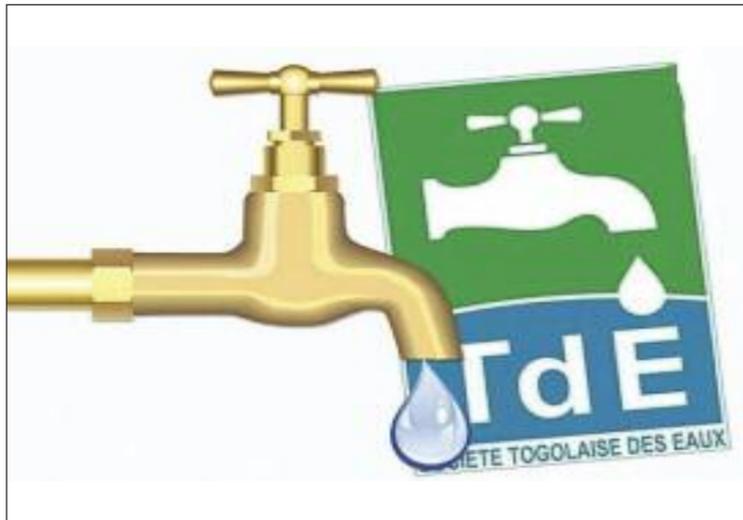
Simon

## FACTURATION DE L'EAU

## La TDE s'engage dans la tranche sociale

Depuis octobre 2001, le tarif de vente d'eau potable en vigueur dans notre pays n'a guère évolué. Fixé par arrêté ministériel, c'est un système progressif par tranches de volume d'eau consommée qui répond à la fois à une préoccupation sociale, celle d'aider les ménages à faibles revenus, et de développement durable : décourager le gaspillage d'eau. Dans la pratique, de gros consommateurs évoluant dans le secteur privé tout comme l'administration publique, bénéficient de la tarification avantageuse alors qu'ils n'en sont pas les cibles. La Togolaise des Eaux (TDE) qui assure la distribution de l'eau sur tout le territoire, a décidé un recadrage des tranches de consommation. « Pour rétablir l'équité sociale », assurent les autorités. Aux termes de l'arrêté d'octobre 2001, le tarif de vente d'eau potable est fixé comme suit :

- 1ère tranche (dite sociale) de 00 à 10m<sup>3</sup>/mois : 190FCFA/m<sup>3</sup>
  - 2<sup>e</sup> tranche de 11 à 30m<sup>3</sup>/mois : 380 FCFA/m<sup>3</sup>
  - 3<sup>e</sup> tranche de 31 à 50m<sup>3</sup>/mois : 400 FCFA/m<sup>3</sup>
  - 4<sup>e</sup> tranche de 51 à 100m<sup>3</sup>/mois : 425FCFA/m<sup>3</sup>
  - 5<sup>e</sup> tranche au-delà de 100m<sup>3</sup>/mois : 500 FCFA/m<sup>3</sup>.
- C'est dire donc que la tarification en vigueur n'est pas une facturation au réel du volume d'eau consommée notamment dans la



première tranche, mais un forfait à payer, qu'on ait consommé ou non 10m<sup>3</sup> d'eau. Cette tranche concerne indifféremment aussi bien les ménages les plus modestes que les gros consommateurs que sont l'administration publique et plusieurs entreprises du secteur privé (hôtels, banques, assurances....) Cette situation rompt l'équité qui devrait gouverner la politique publique de distribution de l'eau fondée sur son caractère social. D'autant plus que le coût de production d'1m<sup>3</sup> d'eau est bien supérieur au prix de vente de la tranche sociale dont bénéficient des opérateurs économiques réalisant d'importants chiffres d'affaires et des bénéfices substantiels. Il faut aussi noter que la tranche sociale est exonérée de TVA ; ce dont profitent ces entreprises. Aussi, convient-il de mettre en place un

mécanisme fixant pour ces consommateurs, un tarif proche du coût de production. Facturation supérieure à la 1<sup>ère</sup> tranche Le recadrage décidé par la TDE consisterait à redéfinir pour certaines catégories d'abonnés gros consommateurs, une tranche tarifaire de base de facturation supérieure à la 1<sup>ère</sup> tranche. Il concerne essentiellement les abonnés du secteur privé et l'administration. Selon les autorités, ce recadrage permettrait de rétablir la justice et l'équité sociale, mais aussi d'associer les administrations publiques, les collectivités locales et les opérateurs économiques aux efforts du service social d'eau potable et d'assainissement, tout en aidant la TDE à poursuivre et à renforcer le service d'eau potable à la population.

Ghislain

## MADE IN TOGO

## A la découverte de la nouvelle boisson chocolatée "Choco Noor"

Les efforts de production, de promotion et de commercialisation des produits locaux n'en manquent pas au Togo. La société de production agroalimentaire basée à Lomé « New Road Company », vient de mettre sur le marché togolais, leur tout-nouveau produit alimentaire et nutritionnel dénommé « Choco Noor », une boisson chocolatée fabriquée à base de café-cacao produit au Togo. Le nouveau produit a été présenté aux professionnels des médias le 06 juillet à Lomé. Cette nouvelle boisson énergétique "Choco Noor" riche en cacao en poudre, lait crémé, sucre, céréales, lécithine, sel, arômes, huiles végétaux...est disponible d'une quantité de 225g et de 400g bon pour toute personne à l'exception des nourrissons. Il offre aux consommateurs, de la vivacité, et de l'énergie nécessaire pour affronter les difficultés physiques. "Choco Noor" selon les promoteurs, répond aux normes standards préconisées par le ministère en charge de la santé, et est certifiée par les

structures d'hygiène du Togo, à l'instar de l'Institut togolais de recherche agronomique (ITRA) et l'Institut national d'hygiène du Togo (INH). « La particularité de

togolais, les ingrédients sont bio, et même la boîte dans laquelle nous le commercialisons est fabriquée par une usine togolaise », a déclaré le Directeur général de



notre produit, c'est sa naturalité. Quand on prend un produit importé, on est incapable de connaître réellement sa composition alors que Choco Noor est fabriqué à base de café cacao acheté auprès des producteurs

New Road Company Adoyi Bimon-Issou. Les promoteurs ont l'ambition de conquérir tout le Togo d'ici à l'horizon 2020.

Augustin

## Le groupe Majorel ouvre ses portes à Lomé

Le Président de la République, Faure Gnassingbé a procédé le 8 juillet à Lomé, à l'inauguration du centre de contact du groupe Majorel, un nouvel acteur mondial spécialisé dans la gestion externalisée de l'expérience client. L'ouverture à Lomé de ce site, fait corps avec l'axe 1 du Plan National de Développement qui vise à faire du Togo un centre d'affaires de premier ordre dans la sous-région. Pour le groupe né d'une joint-venture entre le groupe marocain Saham et l'allemand Bertelsmann, cette implantation dans un 4<sup>ème</sup> pays sur le continent après le Maroc, le Sénégal et la Côte

stratégie d'accompagnement de la révolution digitale en Afrique ». « Le Togo offre un bassin d'emploi de qualité, des infrastructures de haut niveau et une proximité avec un grand nombre de clients déjà installés dans le pays », a indiqué Imane Benaziz, la directrice des opérations en Afrique Subsaharienne. Les activités menées dans le nouveau centre seront entre autres la télévente, l'assistance commerciale et technique, la gestion des campagnes de marketing ou encore du back-office. Pour rappel, Majorel emploie plus de 48 000 collaborateurs dans 28 pays, maîtrisant une quarantaine de



d'Ivoire va « renforcer l'empreinte africaine » et permettre au groupe « de franchir une étape supplémentaire dans sa

langues et réalise un chiffre d'affaires annuel de plus d'un milliard d'euros.

Théophile

La 3<sup>ème</sup> édition de la Journée Africaine de lutte contre la corruption lancée par HAPLUCIA

En marge à la célébration de la Journée Africaine de lutte contre la corruption célébrée chaque 11 juillet, la Haute Autorité de Prévention et de Lutte contre la Corruption et les Infractions Assimilées (HAPLUCIA) a organisé le 10 juillet une caravane à travers les artères de la ville de Lomé sous le thème « Vers l'élaboration d'une position africaine commune sur le recouvrement des avoirs ».

Démarrée au siège de la HAPLUCIA à Kégué, la caravane est passée par le Rond-point CIMTOGO, Rond-point du Port, hôtel Palm-

tuée par des arrêts pour des points chauds par des sketches, des séances de sensibilisation, etc. Pour Wiyao Essohanam, Président de la HAPLUCIA, « L'Afrique est riche et très riche donc, engageons nous dans cette lutte contre la corruption en vue d'assainir les gestions pour le développement de notre pays et par ricochet de l'Afrique. Mobilisons nous contre ce fléau qui gangrène l'économie ». Au plan national, un numéro vert à l'instar du 8277 est mis à la disposition de la population pour dénoncer les actes de corruption. Véritable fléau nuisible, la corruption fait



Beach, frontière Togo-Ghana (Aflao), boulevard Circulaire, CASEF, place Anani Santos, fontaine lumineuse, Dékon, colombe de la paix, carrefour 3K, Todman, Atikoumé, carrefour lycée technique d'Adidogomé, Limousine, carrefour deux (2) lions, Marché Agoè-Assiyéyé, Agoè-échangeur, pour revenir au siège de la HAPLUCIA. La caravane a été pon-

perdre aux Etats plus de 25% de leur budget. L'apothéose de cette Journée Africaine de lutte contre la corruption sera marquée ce 11 juillet à Lomé par une conférence-débat avec les acteurs impliqués dans la lutte contre la corruption. Avec HAPLUCIA, c'est zéro tolérance, zéro corruption, 100% de développement en Afrique.

Alice

## FONCTION PUBLIQUE

## Les services publics au Togo continuent de souffrir des abandons de postes sous la coupole des «congéés ou des mises en indisponibilités»

Que se passe-t-il réellement dans les services publics au Togo? Voilà une question qui mérite d'être posée. Depuis les années 2010, un système de fonctionnaire fictif se serait installé dans la fonction publique notamment au niveau des ministères. Cela s'est plus accentué ces dernières années. Aujourd'hui plusieurs fonctionnaires fictifs sont dans les registres de la fonction publique togolaise.

Lors de son dernier passage devant les élus du peuple, Faure Gnassingbé, le président de la république du Togo est revenu sur les passivités et le manque de sérieux au niveau des agents de l'état. À ces maux relevés par le chef de l'État, s'assumer depuis un moment le système des agents fictifs. « Parallèlement, l'administration publique doit s'imposer une profonde mutation pour répondre aux exigences de l'heure car d'elle dépend largement la perception de l'acteur public par les opérateurs et les investisseurs privés. J'insiste sur la vocation première du service public qui est d'être entièrement dédié aux usagers. Avec compétence, professionnalisme et diligence, notre administration devra sans délai se réinventer dans sa conception et dans son action pour se consacrer entièrement à cette mission. Efficacité, efficience, poursuite des objectifs et atteinte des résultats seront les fondements de cette transformation qui exige une prise de conscience individuelle et collective. C'est uniquement ainsi que la fonction publique pourra apporter sa nécessaire contribution à la réussite du PND et plus généralement au développement du pays », s'exprimait ainsi le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé, sur l'état de la Nation en avril dernier. Cette exhortation du président de la république, ne doit pas être tout simplement un récit mais toutes les actions idoines doivent être posées en vue de dissuader les bre-

bis galeuses. De nos jours c'est clair, que l'administration togolaise est pourrie et jonchée d'un esprit d'absentéisme notoire ! Cela est tout simple, car selon nos sources d'information, il arrive que certains agents des ministères d'Etat en complicité avec leurs chefs hiérarchiques demandent des congés ou encore des mises en indisponibilités. L'objectif principalement n'est en fait pas une simple demande mais plus que ça.

Selon la même source, les agents de l'Etat via ces demandes quittent en fait le pays pour se rendre aux USA, au Canada ou en Europe dans la plus part des cas et perçoivent des aides sociales de l'autre côté. Certains y travaillent et disposent des numéros d'identifications. Et c'est là où le problème se pose, puisque ces agents bien qu'étant plus en service ou plus encore sur le territoire national, figurent toujours dans les registres des fonctionnaires de la fonction publique. Et selon des indiscretions, ils continuent tranquillement à percevoir les salaires. Voilà, où le bât blesse ! Et pourtant en se référant au site <http://www.service-public.gouv.tg>, du gouvernement togolais, « Une disponibilité peut être accordée lorsqu'un fonctionnaire souhaite exercer sa compétence dans une entreprise. La disponibilité est la position du fonctionnaire qui, placé hors de son administration ou de son service d'origine, cesse de bénéficier dans cette position de ses droits à

l'avancement et à la retraite. Elle est accordée pour une durée de trois (03) ans renouvelable une fois. La disponibilité est prononcée par le Ministre chargé de la fonction publique ou l'autorité de nomination du fonctionnaire concerné. Lorsqu'il est en disponibilité, le fonctionnaire ne perçoit aucune rémunération, à l'exception des allocations et autres avantages auxquels il peut prétendre. Le fonctionnaire mis en disponibilité doit solliciter sa réintégration trois (3) mois au moins avant l'expiration de la période en cours. En l'absence de demande de prolongation dûment formulée et établie, le fonctionnaire bénéficiaire de la disponibilité est considéré comme démissionnaire deux (2) mois à compter de la date d'expiration de la disponibilité en cours ». Face à ces anomalies qui perdurent dans le temps, il y a nécessité du gouvernement à réagir afin que ces fonds perdus puissent servir à résoudre d'autres problèmes d'ordre socioéconomique dans le pays. Devant cette situation il est normal que nos administrations souffrent de personnel. On assiste à des postes éternellement vacants. Mais au même moment des citoyens (jeunes) sont à la recherche du travail ; Au Togo, les jeunes de 15-34 ans sont les plus exposés au sous-emploi. Ils représentent 35% des personnes touchées. Selon les données de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Inseed) pour la revue globale à mi-parcours de la Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi (Scape) 2013-2017, le chômage au Togo est passé de 6,5 % en 2011 à 3,4 % en 2015. Un taux



étonnement faible, inférieur à celui de référence, de 4 %, fixé par les économistes pour les pays en situation de plein-emploi, ce qui est loin d'être le cas du Togo. À ce faible taux de chômage il convient en effet d'ajouter une situation de sous-emploi massive, qui touche particulièrement la tranche des 15-34 ans (révolus), lesquels représentent 35 % de la population. Un phénomène d'autant plus inquiétant que, si le taux de chômage a diminué, celui du sous-emploi, lui, a augmenté, passant de 22,8 % en 2011 à 24,9 % en 2015 (toujours d'après l'Inseed). Si on l'ajoute à celui du chômage, on arrive à un taux combiné de 28,3 % de jeunes sans emploi décent ni revenu régulier. Ces statistiques sombres doivent interpeller continuellement les autorités togolaises à mener leurs investigations et tenter de démanteler ce réseau qui nuit à la santé des administrations togolaises. Au Togo, en cas de maladie, un congé d'une période de trois (03) mois renouvelable peut être accordé. Si après ce délai le renouvellement doit se faire, là il y a plusieurs dispositions qui pourraient s'appliquer par rapport au salaire (qui jusqu'à terme du 1er

congé était intact). Mais, il est remarquable que certains agents dépassent un an de congé et continueraient d'emarger toujours sur le budget de l'Etat. Dans nos prochaines parutions nous reviendrons sur des détails et préciser d'autres noms. Le dernier cas en date comme exemple est celui d'un agent qui travaillait à la Direction Nationale du Contrôle Financier (MEF) mais qui aujourd'hui réside en Belgique au nom de LOKOSSOU Ahlonkoba Essivi dont le numéro national est 82.071145813. Combien y-a-t-il de fonctionnaires au Togo ? Question subsidiaire ! Combien y-a-t-il de fonctionnaires payés à ne rien faire ? Du 21 janvier au 20 février de cette année, a été organisé par le gouvernement, un recensement des agents de la fonction publique afin de disposer d'une image nette du nombre de fonctionnaires et de leur affectation nécessaire pour pouvoir gérer les ressources humaines et procéder à d'éventuels recrutements, et évidemment de dénicher les emplois fictifs. Le Togo comptait 50.400 fonctionnaires en 2011.

Alice

## INVESTISSEMENT

## Le Groupe Heidelberg Cement-Togo va doubler l'usine du Cimtogo Lomé sur un investissement de 25 millions d'euros

L'Afrique doit innover pour créer suffisamment d'emplois décents pour sa population jeune et croissante. Avec la croissance démographique de l'Afrique, estimée à 1,7 milliard d'habitants d'ici 2030, un taux de croissance de plus de 8% par an est nécessaire pour créer au moins 120 millions d'emplois pour les jeunes entrant sur le marché du travail d'ici à 2030. La question de l'emploi et de la transformation économique préoccupe, presque tous les dirigeants africains et une action sur tous les fronts est impérative pour relever le défi de l'emploi sur le continent de manière structurelle. Face à la problématique, le gouvernement togolais a lancé le Programme National de Développement (PND) pour la période 2018-2020 et dont 65% du budget global évalué à 4622 milliards FCFA doit être mobilisé par le secteur privé.

Dans le lot des opérateurs économiques sur le sol togolais, se trouve Cimtogo, "Ciments du Togo" fondée le 20 Février 1969, filiale de Heidelberg Cement, propriétaire également de Scan Togo. Depuis plus de 50 ans au Togo, Cimtogo qui emploie environ 260 employés, produit du ciment de qualité pour

toutes les applications avec une capacité de production de 1 million de Tonnes par an dont l'Usine de Lomé, 750 000 Tonnes par an. En 2018, la direction générale estime la production à 550 000 tonnes de ciments. En juillet 2017, une deuxième cimenterie pour le compte de la Société CIMTOGO a été inaugurée à Kara (450 km

de Lomé) sur le site d'Awandjelo, d'une capacité de 250 000 tonnes par an, cette unité de CIMTOGO KARA va porter la production nationale à plus de 2 000 000 de tonnes par an pour alimenter les populations de la région septentrionale mais aussi les pays de la sous-région. L'implantation de CIMTOGO Kara



d'une valeur de 7,5 milliards de FCFA participe aussi à la création d'emplois. Plus de cinq cents (500) emplois directs et indirects ont été créés, réduisant ainsi non seulement le chômage, mais également le problème de l'exode rural dans la préfecture de la Kozah. Malgré, ces lourds inves-

tissements au Togo, le groupe Heidelberg Cement ne compte pas baisser les bras dans les années à venir. Pour accompagner le PND au Togo, la capacité de l'usine du Cimtogo Lomé sera doublée sur un investissement de

Suite à la page 6

## Suite de la page 5

25 millions d'euros. La production passera de 750 000 tonnes à 1,5 million de tonnes par an. « L'appel d'offre étant clôturé, on attend le feu vert formel et définitif pour la désignation de l'entreprise. Les travaux commenceront d'ici fin 2019 pour durer 12 à 15 mois avec plus de 300 personnes qui travailleront sur le site dont la majorité des togolais. La vision est de faire du Cimtogo le leader incontesté et incontestable de la production du ciment au Togo et la création de l'emploi », a fait savoir Éric GOULIGNAC, le Directeur régional du Groupe Heidelberg Cement au cours d'un

déjeuner de presse le 09 juillet dernier à Lomé. Malgré la concurrence dans la sous région et au Togo, « on croit en la compétitivité et au marché togolais. Nous misons sur la qualité de nos produits, surtout pour ce qui est de la production du ciment par CimTogo, et son emballage CPJ 45 qui a connu des retouches », a expliqué Éric GOULIGNAC.

Outre l'usine de la cimenterie, Heidelberg Cement, depuis 2013, a ouvert une autre filiale « SCAN-TOGO » grâce à un investissement de 140 milliards FCFA (258 millions \$) à Sika Condji à Tabligbo (préfecture de Yoto), à environ 90 km au Nord de Lomé.

Elle se spécialise dans la production et à l'exploitation du clinker pour une capacité moyenne de 1.5 million de tonnes par an destinée à alimenter les usines du Togo, du Bénin, du Ghana et du Burkina Faso.

Le projet d'industrialisation se poursuit au Togo avec l'installation en 2013 de Granutogo, une unité de concassage d'agrégats et de production de granulats concassés située à 72km de Lomé et dispose d'une capacité de production d'environ 1000 t/jour.

Au groupe Heidelberg Cement, c'est aussi l'action citoyenne auprès des populations vulnérables dans les zones d'activités. Le 19

mars dernier, la Fondation Heidelberg Cement-Togo fêtait ses 5 ans. Des projets sont en vue ; un chantier nouveau qui sera lancé relatif au programme pilote d'appui à l'entrepreneuriat dans le Grand Lomé. Il s'agira de donner aux jeunes Loméens des opportunités entrepreneuriales, explique-t-on. « Ce sera l'occasion de revoir notre approche d'intervention sur le terrain de façon participative avec les parties prenantes. C'est dans ce cadre que pour un début, nous travaillerons sur le Plan de Développement local du canton de Tokpli et aussi sur le Plan Stratégique 2021-2025 de la Fonda-

tion Heidelberg Cement-Togo », a annoncé, le Directeur Général des sociétés du Groupe Heidelberg Cement au Togo.

Cimtogo Lomé est certifié, depuis février 2013 ; ISO 14001: 2015 Système de Management Environnemental ; OHSAS 18001: 2017 Système de Management Santé Sécurité au travail, et sur lequel, il est en train de travailler afin de migrer à l'ISO 45001 : 2018.

Depuis février 2017 : ISO 9001 : 2015, Système de Management Qualité (Produits et services), l'organisme certificateur est le Bureau Veritas ce depuis 2013.

Hubertine

## 1ÈRE ÉDITION DU MIATO

## Vers la promotion du génie créateur des artisans togolais

Victoire Tomegah-Dogbe, ministre du Développement à la base, de l'artisanat et de la jeunesse a lancé jeudi à Lomé les activités de la première édition du Marché international de l'artisanat du Togo (MIATO), une manifestation foraine d'échanges, d'exposition et de vente des produits artisanaux, ouverte à tous les artisans désireux de trouver des débouchés à leurs produits et services. Il se tiendra du 25 octobre au 03 novembre 2019 sur l'esplanade du Palais des congrès de Lomé autour du thème : « Artisanat innovant, facteur de développement économique et social ».

Ce salon qui se veut biennale est de promouvoir le génie créateur des artisans togolais à travers l'exposition des produits et la présentation des services artisanaux, la création d'un cadre d'échanges de savoir-faire.

Cette fête foraine à laquelle sont attendus les artisans togolais, d'Afrique et des marchands professionnels, les grandes entreprises et structures est organisé par le ministère en charge de l'artisanat en collaboration avec l'Union des chambres régionales de métiers. Il est prévu durant ces dix (10) jours, des activités culturelles, d'un concours, des visites d'entreprises,

des émissions télévisées et radio-phoniques, des conférences-débats... Au cours de ce marché, 100.000 jeunes suivront une formation sur les opportunités du secteur.

Pour la Vice-présidente du comité d'organisation, Mable Sename Agbodan, l'objectif du salon est de promouvoir les produits artisanaux, mettre en lumière le génie et les potentialités des artisans togolais et valoriser les métiers porteurs du secteur.

"L'artisanat est l'un des plus grands pourvoyeurs d'emploi dans notre pays parce qu'il aide à améliorer le chômage et le sous emploi. Il est



à la base de la création de la richesse nationale et contribue à l'édification d'une nation prospère à savoir la formation des jeunes. Nous voulons à travers ce salon rendre visible l'artisanat togolais", a indiqué la ministre chargée de l'artisanat Victoire Tomegah-Dogbe.

Tour à tour, les ministres présents au lancement notamment celui de l'Agriculture, de la production animale et halieutique, Noël Koutera Baraka, du Commerce, de l'industrie, du développement du secteur privé et de la promotion de la consommation locale, Kodjo Adedze, celui de la culture, du tourisme et des loisirs, Kossivi Egbetognon ont salué la tenue de ce salon qui selon eux s'inscrit dans les axes 1 et 2 du Plan national de développement (PND, 2018-2022) qui envisagent l'organisation tous les

ans, des foires et salons pour la promotion des produits artisanaux, faire du Togo un centre majeur du tourisme d'affaires et le positionner comme un centre commercial de premier ordre dans la sous-région ouest africaine.

Ils ont promis au nom du gouvernement tout mettre en œuvre pour la réussite de ce marché dédié exclusivement aux produits de l'artisanat.

Les organisateurs espèrent 150.000 visiteurs à la fin de ce marché.

Il faut rappeler que l'artisanat contribue à plus de 18% la formation du BIP et à 20% à la réduction du déficit de la balance des paiements.

Ghislain

## Promotion de l'excellence : Les meilleurs élèves du Collège Notre Dame de Fatima primés

Les meilleurs élèves ayant obtenu une moyenne supérieure ou égale à 15 du Collège Notre Dame de Fatima ont été primés le vendredi 6 juillet au cours d'une cérémonie marquant la fin de l'année académique 2018-2019 au cours de la deuxième édition de la soirée des lauréats. Ce sont au total 19 élèves de la classe de 7ème en 3ème qui ont bénéficié des cahiers, stylos, dictionnaires, livres de lecture et du matériel didactique. Le collège Notre Dame de Fatima est une école catholique d'éducation axée sur l'excellence. « Nous organisons chaque année, une soirée des lauréats pour récompenser les meilleurs élèves de l'année pour inciter les autres élèves qui ne s'appliquent pas sérieusement à emboîter les pas des



autres. Nous cultivons l'excellence pas seulement sur le plan intellectuel, mais sur tous les plans. Les élèves sont formés pour que sur le plan intellectuel, physique, moral, spirituel, ils soient totalement épanouis », a confié Gratién Akakpo-Mimado, Directeur Général du Collège Notre Dame de Fatima. Le collège a également initié un prix des filles leaders décerné à

4 filles.

Les meilleurs enseignants et les parents d'élèves qui apportent leurs contributions au succès du collège ont été également primés au cours de la soirée.

Le Collège Notre Dame de Fatima a ouvert ses portes à la rentrée scolaire 2017-2018 et dispose également d'une école primaire

*Lisez et faites lire  
votre journal Economie  
& Développement*

## ECONOMIE ET DEVELOPPEMENT

Récépissé N° 0494/ 08 / 04 / HAAC

Directeur de Publication  
Joseph GADAH  
(228) 90 30 85 10

Rédaction  
Joseph  
Ghislain  
Raissa

Imprimerie  
La Colombe

Infographie  
Benjamin K. Tchabi  
90369796

Tirage  
2000 Exemplaires

## RENCONTRE DIASPORAS NANA AKUFO-ADDO- EMMANUEL MACRON Nana Akufo-Addo « Il faut changer l'histoire du père Noël qui va venir pour développer le continent »

Le président français, Emmanuel Macron recevait à l'Élysée son homologue ghanéen, Nana Akufo-Addo. À cette occasion, quelque 400 personnalités des diasporas africaines ont été invitées pour deux heures de questions/réponses. Un débat où l'économie a eu une large place. Cela faisait plus d'un an que l'Élysée travaillait sur ce rendez-vous. À son origine, cet échange devait être organisé pour du marquer l'anniversaire du discours d'Emmanuel Macron à Ouagadougou, donc en novembre 2018. Mais il avait été repoussé, probablement le temps de trouver le bon interlocuteur avec lequel le président français allait dialoguer. Il fallait trouver un référent africain fort et c'est le président ghanéen qui a donc été

choisi. Lors de ces échanges, les deux présidents ont insisté sur le dynamisme des échanges et sur le rôle d'ambassadeur de la diaspora. « Les diasporas ont un rôle essentiel. D'abord parce que je pense que l'on n'a pas assez travaillé avec nos propres diasporas et vu combien c'était une chance. Et quand on veut travailler avec tous les pays d'Afrique et dire que l'on veut repenser ce partenariat, le refaire différemment, nos diasporas sont un formidable levier. Parce qu'elles connaissent les codes, elles ont les accès et elles sont nos meilleurs ambassadeurs et la meilleure façon sur le plan culturel, sur le plan économique, sur le plan sportif, sur le plan politique de dire comment la France et l'Europe peuvent mieux travail-

ler avec l'Afrique », a déclaré en préambule le président Macron. Un message qu'Emmanuel Macron a aussi voulu adresser à la jeunesse : « La jeunesse africaine, il faut lui offrir un avenir en Afrique ». Ensuite, les deux présidents ont beaucoup parlé du Nigeria, moteur du continent : « Si le Nigeria échoue, toute la région échoue. Si le Nigeria réussit, il portera toute la région. »

### « Pas de père Noël »

Le président ghanéen, Nana Akufo-Addo, de son côté a tenu à rappeler la responsabilité des Africains dans le développement du continent : « Il faut changer l'histoire du père Noël qui va venir pour développer le continent. Il n'y a que nous qui pouvons développer notre continent. Il n'y



a pas de père Noël. Une fois que cette mentalité devient la nôtre, cela change le regard et les relations avec la France, avec l'Europe. ». Les questions, lors de cet échange, ont surtout tourné autour des préoccupations économiques. Les sujets qui fâchent n'ont pas vraiment été abordés, les mots « gouvernance », « droits de l'homme » et « corruption » n'ont pas été prononcés, lors de cette rencontre au ton très différent de celui adopté à l'université de

Ouagadougou, où le président français avait échangé surtout avec des étudiants engagés. Cette fois-ci, les intervenants ont été triés sur le volet avec une majorité de cadres et de chefs d'entreprise. Le président Macron a d'ores et déjà fixé plusieurs autres rendez-vous : la saison culturelle « Africa 2020 » et le sommet Afrique – France prévu à Bordeaux dans un an.

Rfi

## UEMOA

### 6 Etats vont lever 741 milliards FCFA sur le marché au troisième trimestre

Le total des émissions des titres publics dans la zone Uemoa au titre de ce troisième trimestre (Juillet à Septembre) se chiffre à 741 milliards FCFA, selon le calendrier des émissions de titres publics publié par l'Agence Umoa-titres. Ce montant global sera levé par voie d'adjudication

à travers les bons du trésor (BAT) pour une enveloppe de 405 milliards FCFA contre 336 milliards FCFA pour les Obligations du trésor (OAT). La Côte d'Ivoire, la première économie de la zone, effectuera sur la période sept (7) sorties sur le marché financier en vue de mobiliser 285 milliards

FCFA, soit 38,46% du montant total. L'essentiel de ce montant sera mobilisé au cours de ce mois de juillet avec trois opérations totalisant 110 milliards FCFA. Le Niger, le Togo, le Mali et le Burkina Faso vont lever chacun entre 100 et 125 milliards FCFA sur la période.

## CÔTE D'IVOIRE

### La 18<sup>e</sup> édition de l'AGOA se tiendra les 4, 5 et 6 août prochains

La 18<sup>e</sup> édition du Forum Africa Growth and opportunity Act (AGOA), la Loi sur la croissance des opportunités en Afrique se tiendra à Abidjan, la capitale économique ivoirienne, les 4, 5 et 6 août prochain. En prélude à ce Forum, une mission du Gouvernement Américain (Joint Inter Agency Committee) a séjourné à Abidjan du 24 au 28

juin dernier. Le thème de ce forum : « L'AGOA et l'avenir : développement d'un nouveau paradigme pour orienter les relations commerciales et les investissements entre les États-Unis et l'Afrique ». Faut-il le rappeler, l'AGOA est une loi votée et promulguée en mai 2000 par le Congrès américain qui offre un accès préférentiel au marché américain aux

produits d'exportation provenant des 39 pays d'Afrique éligibles à l'AGOA. La loi prévoit l'organisation de cadres réguliers de discussions et d'échanges entre les parties africaine et américaine. Ce forum qui se déroulera cette année en Côte d'Ivoire, se tient annuellement en alternance dans un pays Africain et à Washington.

Augustin

### Le Togo va lever 500 millions d'euros sur le marché international

Conforté par sa note " B " avec perspectives stables octroyée ce 31 mai par Standard & Poor's et des bonnes perspectives économiques confirmées par le FMI, l'État togolais se prépare à se lancer à l'assaut des marchés financiers internationaux avec l'émission du premier eurobond de son histoire selon des informations officielles. Le pays table en effet sur une levée de 500 millions d'euros, soit 292 milliards FCFA. Afin de réussir cette première sortie, le gouver-



nement togolais prévoit organiser des roadshow notamment à Londres en vue de rencontrer les in-

vestisseurs et promouvoir l'opération. Cet emprunt devrait servir à financer les projets de développement du pays. Ecobank a été choisi pour conduire l'opération en qualité d'arrangeur principal. Cette année, le Togo a déjà fait 8 incursions sur le marché financier de la zone Uemoa pour une levée totale de 189 milliards FCFA. Cette euroobligation est annoncée au moment où le pays a fait d'importants efforts en vue de réduire son taux d'endettement qui représentait 72% du PIB en 2018. Fin mars 2019, ce taux a été ramené à 67,3% du PIB.

Hubertine

### Le Togo recense ses instruments de musique traditionnels



Le ministre de la culture, du tourisme et des loisirs a lancé ce jeudi 11 juillet 2019 à Lomé, le projet d'inventaire, de sauvegarde et de valorisation des savoir-faire de la facture et de la pratique des instruments de musique traditionnels du Togo. Cette rencontre marque le début d'une série de séances de sensibilisation à l'endroit des parties prenantes au projet dans toutes les préfectures du pays. Ce sont les praticiens et détenteurs des savoirs, les communautés, les membres des ONG et Associations, les Comités villageois de développement, les responsables des collectivités locales qui ont la charge de l'action culturelle, les jeunes chercheurs ou étudiants en anthropologie ou en sociologie, les chefs de village et de canton.

Le présent projet est né du constat selon lequel, la viabilité de la plupart des pratiques instrumentales et des savoir-faire liés à leur fabrication au Togo est en danger. En effet, la chaîne de transmission est menacée par l'exode rural des jeunes qui perdent le lien avec les parents restés dans les communautés, la suprématie de la musique moderne, y compris lors des cérémonies de réjouissances dans les villages, l'emprise de plus en plus forte des religions importées qui considèrent ces pratiques comme "sataniques" et poussent les convertis à s'en détacher de même que la confusion savamment ou non entretenue entre la tradition et la religion, etc. Il s'ensuit une disparition progressive des danses et instruments traditionnels.

Il urgeait donc qu'un plan de sauvegarde à long terme des savoir-faire et des pratiques instrumentales traditionnelles soit élaboré et mis en œuvre ainsi qu'une revitalisation de la chaîne de transmission intergénérationnelle au sein des communautés. Cette activité d'identification des parties prenantes sera suivie de la formation des agents enquêteurs. Le travail d'enquête au niveau national portera sur la collecte, la description, les méthodes de fabrication des instruments, la symbolique des formes, les occasions durant lesquelles ils sont utilisés, les rituels, les chants et les danses qui y sont associés, etc. Il est aussi prévu l'initiation des jeunes par les praticiens et détenteurs de savoir-faire ayant une expérience de la transmission des savoir-faire.

Les supports physique et audiovisuel qui seront conçus, seront vulgarisés pour une éducation artistique des jeunes et pour la sensibilisation des communautés concernées, du public et pour l'exploitation par des chercheurs, musiciens, scolaires, etc.

Les instruments traditionnels de musique traditionnels recensés seront exposés dans les écoles et dans les musées régionaux.

En initiant le présent projet d'inventaire, le ministère de la culture, du tourisme et des loisirs invite donc la population togolaise à porter une attention particulière aux différents types d'instruments de musique traditionnels que leur ont légués leurs aïeux.

AWESSO Padaro Essohanam

**BIA Togo**  
Attijariwafa bank

Croire en vous

**UNE NOUVELLE ÈRE DIGITALE À LA BIA TOGO**

DÉSORMAIS CONSULTEZ VOS COMPTES, FAITES VOS VIREMENTS ET BIEN PLUS ENCORE DEPUIS CHEZ VOUS

AVEC **BIA Net** & **BIA Mobile**

Toutes vos opérations en temps réel !  
Une solution simple et sécurisée, accessible 7j/7, 24h/24



**BIA Togo** **BIA Togo** 22 22 86 93

**BIA Togo**  
Attijariwafa bank

Croire en vous

**UNE NOUVELLE ÈRE DIGITALE...**

- VIREMENT DE SALAIRES OU MULTIPLES,
- ÉDITION DE VOS EXTRAITS DE COMPTES, ...

AVEC **BIA Net** & **BIA Mobile**

Toutes vos opérations en temps réel !  
Une solution simple et sécurisée, accessible 7j/7, 24h/24



**BIA Togo**  
Attijariwafa bank

Croire en vous

**UNE NOUVELLE ÈRE DIGITALE S'OUVRE À VOTRE BANQUE**

AVEC **BIA Net** & **BIA Mobile**

Toutes vos opérations en temps réel !  
Une solution simple et sécurisée, accessible 7j/7, 24h/24



BiaNet BiaMobile les solutions digitales disponibles 7j/7 24h/24

**La Banque qui innove et vous simplifie la vie !**